



Déclaration Liminaire CNAS du 4 Novembre 2024

Monsieur le Ministre,
Monsieur le secrétaire général,
Mesdames et messieurs les représentants de l'administration,

Nous nous réunissons, enfin, aujourd'hui dans cette instance de la CNAS, dont nous vous remercions d'assurer l'ouverture, Monsieur le Ministre, à la suite de demande de la FSMI FO. Il s'agit-là d'un message important et un signal fort pour nous et l'ensemble des collègues de notre ministère.

Nos propos vont être brefs, nous allons aller à l'essentiel et vous dire que la FSMI FO tient particulièrement à la mise en œuvre d'une politique sociale que nous souhaitons tous dynamique et ambitieuse.

C'est vrai que nous nous retrouvons pour la première fois en 2024 et nous avons pu participer à de nombreux groupes de travail en cette année de JO où les enjeux étaient forts et où l'accompagnement social était plus que jamais nécessaire !

Nous tenons à remercier sincèrement l'administration ainsi que l'ensemble de nos collègues ici présents pour le travail accompli dans ces groupes de travail au cours de cette année. De nombreux groupes de travail, effectivement, auxquels nous avons tous participé !

Nous sommes conscients du contexte budgétaire particulièrement difficile, tout comme du contexte économique, qui ne l'est pas moins.

Dans ce cadre, l'action sociale de notre ministère revêt une importance accrue pour chacun d'entre nous.

En effet, lorsque les difficultés économiques se font sentir, elles affectent plus durement certains de nos collègues ainsi que leurs familles. Cela appelle à une mobilisation renforcée de l'action sociale, rendant encore plus impérieux le besoin de solidarité au sein de notre ministère.

L'action sociale doit pouvoir disposer des moyens humains et financiers nécessaires pour améliorer les conditions de vie au travail de nos collègues. Elle a un impact direct sur leur quotidien, à travers des aides au logement, à la restauration, aux loisirs, aux vacances, ou encore aux solutions de garde d'enfants.

Toutes les actions entreprises doivent refléter un esprit de solidarité envers nos collègues, en particulier les plus fragiles d'entre nous. Elles doivent incarner les valeurs humaines que nous partageons.

Cependant, nous ne pouvons cacher nos inquiétudes quant à l'avenir de l'action sociale, notamment au regard des nombreuses restrictions budgétaires évoquées

Ainsi, la question se pose :

- Quel avenir pour l'action sociale compte tenu des restrictions budgétaires annoncées ?

Le budget de l'action sociale ne doit pas servir de variable d'ajustement au sein du Ministère de l'intérieur.

Déjà, comme nous l'avons constaté en 2024, pour les espaces sociaux de restauration (ESR) , la ligne budgétaire a disparu, et il n'a pas été permis d'allouer les mêmes délégations de crédits que les précédentes années..

Aussi, la FSMI FO demande à être associée aux travaux budgétaires et à la répartition des BDIL et tient à vous rappeler les chantiers importants :

- l'action sociale pour nos collègues ultra marins,
- la restauration, les prises en charge du handicap, dans un contexte de remontée de difficultés des services pour effectuer le paiement de ces prestations
- les problématiques liées au logement au moment où notre fédération apprend par hasard la fin annoncée du PTZMI.

Nous voulons croire à un vrai dialogue social sur ces sujets, dans l'intérêt de tous, et attendons très rapidement des éléments concrets

La FSMI FO vous remercie de votre écoute et demande à ce que cette déclaration soit annexée au Procès verbal de cette instance